

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES CENTRALES GROUPES ELECTROGENES ET GROUPES ELECTROGENES DU GHT SUD BRETAGNE

N° du CCAP : 2025-19

GROUPE HOSPITALIER BRETAGNE SUD
Etablissement support du GHT Sud Bretagne
Direction Achats et Logistique / Cellule
marchés de territoire
5 avenue de Choiseul - BP 12233
56322 LORIENT
Tél : 02.97.06.97.73
cellulemarches@ghbs.bzh

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES CENTRALES GROUPES ELECTROGENES ET GROUPES ELECTROGENES DU GHT SUD BRETAGNE
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans
	Reconduction	Avec
	Prix	Défini par prestation
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Sous-traitance	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat.....	6
5.3 - Reconduction	6
6 - Prix	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance.....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 - Paiement des cotraitants.....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants	10
10 - Conditions d'exécution des prestations	10
11 - Développement durable	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1 - Vérifications	10
12.2 - Décision après vérification.....	11
13 - Garantie des prestations.....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	11
15 - Echanges électroniques	11
16 - Pénalités.....	11
16.1 - Pénalités de retard.....	11
16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	11
16.3 - Pénalité pour travail dissimulé	11
16.4 - Autres pénalités spécifiques.....	12
17 - Assurances	12
18 - Clause de réexamen.....	12
19 - Résiliation du contrat.....	14
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	14
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
20 - Règlement des litiges et langues	14
21 - Dérogations.....	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES CENTRALES GROUPES ELECTROGENES ET GROUPES ELECTROGENES DU GHT SUD BRETAGNE

Cet accord-cadre « composite » fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il correspond pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché ordinaire » concerne les prestations suivantes : Prestations de maintenance préventive.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, qui fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Elle concerne les prestations suivantes : Prestations de maintenance corrective. La valeur **maximale** estimée du besoin pour toute la durée du contrat, pour les deux parties confondues, est de 400 000,00 €.

Lieu(x) d'exécution :

Groupe Hospitalier Bretagne Sud :

SITE DU SCORFF (centrale de secours HT/Description en annexe)

- SITES de KERBERNES (groupes de secours BT)
- SITE de la VILLENEUVE (groupe de secours BT couplage fugitif)
- SITE de BOIS JOLY (groupe de secours BT couplage fugitif)
- SITE de la CUISINE CENTRALE (groupe de secours BT)
- SITES de KERGLANCHARD/ LE FAOUET (groupe de secours BT)
- SITE DE KERLIVIO (groupes de secours BT couplage fugitif)
- SITES de la COLLINE (groupe de secours BT)
- SITES de Kerdurand (groupe de secours BT)
- SITE DE L'EPSM (centrale de secours HT)
- SITE de L'USLD (groupe de secours BT)

EPSM CHARCOT :

- SITE DE L'EPSM (centrale de secours HT)
- SITE de L'USLD (groupe de secours BT)

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « accord-cadre à bons de commande » correspond à un accord-cadre avec maximum, passé en application du Code de la commande publique, et qui s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour la partie réglée à prix forfaitaire et le BPU pour la partie réglée à prix unitaires.
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le cadre de réponse

3 - Intervenants

3.1 - Sous-traitance

Le Titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties du contrat sous réserve des justifications d'agrément constructeur, il fera son affaire de toutes les interventions de maintenance ressortant de la compétence du seul constructeur et/ou installateur.

A cet effet il pourra souscrire tous les contrats de sous-traitance correspondants et en fournira copie au GHBS pour agrément.

Cet agrément sera concrétisé par la signature d'un acte spécial de sous-traitance signé des trois parties : GHBS, titulaire et sous-traitant et qui mentionnera en outre la nature et le montant des prestations sous traitées.

Il est rappelé qu'à l'égard du Client le fait de sous-traiter une partie de la maintenance ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Toutes les informations relatives au fonctionnement du Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS) et à l'EPSM ou concernant les usagers pris en charge dans les services de l'établissement venues à la connaissance des professionnels de l'entreprise chargée de l'exécution du présent contrat, sont strictement couvertes par le SECRET PROFESSIONNEL (en vertu de l'article 226-13 du code pénal et de l'article L 1110-4 du code de la santé publique). En conséquence, l'entreprise contractante s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la confidentialité et la sécurité des

informations ainsi concernées, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient communiquées, par tous moyens, à des personnes non autorisées, extérieures à l'hôpital, publiques ou privées, physiques ou morales. Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG/FCS, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions susvisées, le GHBS pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité compensatrice en faveur du titulaire de ce contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'exécution des prestations aura lieu du 02/10/2025 au 04/10/2027.

Pour la partie « marché ordinaire », l'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par le contrat, valant ordre de commencer les prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement pour ce qui concerne les prestations de maintenance préventive et à prix unitaire pour ce qui concerne les prestations de maintenance corrective.

Les prix seront fermes pour la première année de l'accord-cadre. Un ajustement sera ensuite possible. Tout ajustement à la hausse devra être demandé par le fournisseur trois mois au moins avant chaque date anniversaire de l'accord-cadre et aucune demande postérieure à cette échéance ne sera acceptée ; tout ajustement à la baisse devra faire l'objet d'une répercussion immédiate sur le prix de l'accord-cadre, soit dès le changement du tarif du fournisseur.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 09/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix peuvent être révisés annuellement à la date anniversaire du contrat par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P(n) = P_0 [0,70 (ICHT- IMEn / ICHT- IMEo + 0,30 (FSD1n / FSD1o)]$$

P(n) = prix révisé

Po= prix initial établi au mois zéro

ICTH- IMEn= dernière valeur publiée de l'indice ICTH-IME à la date de révision.

ICTH- IMEo= valeur de l'indice de référence ICTH-IME au mois zéro.

FSD1n= dernière valeur publiée de l'indice FSD1 à la date de révision.

FSD1o= valeur de l'indice de référence FSD1 au mois zéro

Le titulaire devra transmettre les prix révisés pour la nouvelle période d'exécution, six (6) semaines avant la nouvelle échéance. Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la communication des prix révisés est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas ses nouveaux prix dans les conditions précitées, les tarifs de la première période sont reconduits pendant la période suivante de l'exécution de l'accord-cadre.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule, que l'indice soit provisoire ou définitif. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
ICTH-IME	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques)
FSD1	Indice Frais et services divers - modèle de référence n°1

En ce qui concerne les pièces détachées :

La remise accordée sur le tarif des pièces détachées est fixe pour la durée du marché.

Le titulaire devra transmettre son catalogue actualisé pour la nouvelle période d'exécution du marché, six (6) semaines avant la nouvelle échéance. Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la communication des prix actualisés est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Dans le cas où le titulaire ne présenterait pas ses nouveaux prix dans les conditions précitées, les tarifs de la première période sont reconduits pendant la période suivante de l'exécution du marché.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour la partie « marché ordinaire », lorsque le montant initial de cette partie est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour la partie « accord-cadre à bons de commande », pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à :

- 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la partie « marché ordinaire », si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.
- 5,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande » si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la partie « marché ordinaire », ou 65,00 % du montant du bon de commande émis dans le cadre de la partie « accord-cadre à bons de commande ». Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures dématérialisées adressées au Groupe Hospitalier Bretagne Sud doivent impérativement comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET qui identifiera le GHBS en tant que destinataire de la facture : 265 613 349 00140 ;
- Le code service (DTP).

Les factures dématérialisées adressées à l'EPSM doivent impérativement comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET qui identifiera l'EPSM en tant que destinataire de la facture : 265 600 262 00017 ;
- Le code service (DSE).

Pour la partie « marché ordinaire », des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base des factures établies par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois). Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Les factures dématérialisées sont adressées à chaque entité (GHBS, EPSM) et doivent impérativement comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET qui identifiera chaque pouvoir adjudicateur en tant que destinataire de la facture :
 - . GHBS : 265 613 349 00140 – code service DTP
 - . EPSM Charcot : 265 600 262 00017 – code service DSE.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). La partie « accord-cadre à bons de commande » du contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

La formation courante des utilisateurs et des agents techniques des établissements spécialistes dans cette discipline, sera effectuée à l'occasion des visites systématiques. Une information sera fournie concernant l'utilisation des installations.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- L'entreprise devra privilégier les modes de déplacements peu émissifs de gaz à effet de serre (véhicules à faible émission ou électriques)
- Les déchets résultants de l'activité devront être triés par filières et faire l'objet d'une revalorisation matière ou énergétique

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

La réception de chaque prestation de maintenance sera réalisée selon la procédure prévue dans le plan d'assurance qualité. La réception des prestations sera formalisée par procès-verbal (mentionnant éventuellement les réserves) signé contradictoirement par les représentants des deux parties. En cas de réception assortie de réserves, les parties s'accorderont sur des modalités de levées des réserves. Si aucun accord ne pouvait intervenir selon le cas :

- Des pénalités éventuelles pourraient être appliquées,
- une procédure règlement de litige serait mise en place.

Des cahiers d'entretien seront conservés dans les locaux électriques des GE dans lesquels seront consignés :

- Par les intervenants du contractant :
- les observations faites au cours des interventions préventives,
- les dates d'essais, leurs durées ainsi que les éventuelles anomalies,
- les dates de visites périodiques,
- Les interventions de maintenances correctives avec le détail des éléments modifiés et les observations éventuelles,

- Les interventions seront suivies par les exploitants du CHBS qui contresigneront les pages correspondantes du cahier,

Par les intervenants des établissements :

- les observations faites en cours d'exploitation de la centrale en fonctionnement, à l'arrêt ou consignées,
- les observations faites au cours des essais hebdomadaires et mensuels.

A l'issue des maintenances réalisées par le prestataire, les équipements feront l'objet d'essais en charge dans les conditions possibles de fonctionnement. Ces essais seront programmés afin que l'exploitant de l'établissement puisse prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas perturber les services de soins.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire examiner ou expertiser les travaux réalisés par le contractant ou ses sous-traitants dans le cadre de ce contrat de maintenance par tout organisme ou personne compétente dans le domaine de la maintenance d'installation ou d'équipement.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Echanges électroniques

Les établissements se réservent la possibilité d'utiliser la voie dématérialisée pour les échanges ou pour la transmission de documents (avenants notamment) qui interviendront pendant l'exécution de l'accord-cadre.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Retard non justifié dans l'exécution de la maintenance préventive vis-à-vis du planning prévisionnel établi en accord avec les représentants des établissements : pénalités applicables de 100€ HT par jour de retard et par équipement concerné.

Retard dans la remise d'un rapport technique d'intervention suite à une maintenance préventive : pénalités applicables de 50€ HT par jour de retard et par rapport.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,00/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

16.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	150,00 €
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	100,00 €
Non-production ou production incomplète d'un rapport technique d'intervention	Forfaitaire	100,00 €
Absence de port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	Forfaitaire	50,00 €

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en oeuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

1- Modifications internes à l'entreprise :

. changement de la dénomination sociale de l'entreprise

En cas de changement de dénomination sociale intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant. Cette attestation sera annexée à tout document (demande de paiement, etc...) qui fera apparaître ce changement.

. Changement des coordonnées bancaires de l'entreprise

En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau rib qui annulera et remplacera le rib fourni précédemment.

. Changement d'adresse

En cas de changement de localisation géographique, d'adresse de l'entreprise et de changement du numéro de SIRET intervenant en cours d'exécution du marché, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

2- Disparition d'indices sans indice de substitution

En cas de disparition d'un indice d'actualisation de prix et dans le cas où aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi par la personne publique avec l'accord du titulaire et par échange de courrier.

3- Variation de prix en cas de survenance d'évènements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes)

4- Ajout ou suppression de prestations de maintenance préventive :

L'ajout s'effectuera de la manière suivante :

Information du titulaire par le pouvoir adjudicateur des prestations ajoutées

Transmission dématérialisée de la nouvelle Décomposition du prix global et forfaitaire après accord des parties.

La suppression s'effectuera de la manière suivante :

Information du titulaire par le pouvoir adjudicateur des prestations supprimées

Transmission dématérialisée de la nouvelle Décomposition du prix global et forfaitaire après accord des parties.

Les modifications liées à l'ajout ou à la suppression de prestations de maintenance ne pourront pas conduire à une modification de plus de 20 % du montant total du marché correspondant à la période concernée et relative à la partie globale et forfaitaire.

5- Partie à bons de commandes :

Dans le cas où les commandes dépasseraient de plus de 20 % les montants maximum prévisionnels tels que définis dans les documents de la consultation, les parties pourront se rencontrer afin de décider de la poursuite ou pas du contrat.

Cette rencontre s'effectuera, le cas échéant, à la demande de l'une ou de l'autre des parties. Dans l'hypothèse où le titulaire justifierait ne pas pouvoir assurer les commandes au delà de ce montant, il pourra demander la résiliation du marché. Il fournira, pour ce faire, des éléments argumentés et détaillés.

Celle-ci interviendra, sans indemnité, dans un délai défini par les parties, et à défaut d'accord, dans le délai fixé par la personne publique qui ne saurait toutefois être supérieur à 6 mois. En cette hypothèse, et durant le délai de préavis, la personne publique ne pourra effectuer de commandes supérieures de plus de 5 % aux montants prévisionnels maximum définis dans les documents de la consultation.

6- Prolongation du marché dans des circonstances dûment justifiées

7- Précisions suite à erreur matérielle

8- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché).

--- Ce réexamen fera l'objet d'une décision écrite du GHBS, sous forme d'avenant, et sera notifiée par envoi dématérialisé avec accusé réception, au titulaire du marché après signature des deux parties.--

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.4 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

